

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

Armes et armements

Editorial

Le monde est un hypermarché du crime organisé

Comment va la croissance dans ce vaste monde? Elle est pratiquement nulle! Par contre, le commerce des armes se porte comme un charme. Le marché de l'armement va croissant et personne n'oserait s'en plaindre. Ainsi, les importations et exportations des systèmes de guerre ne semblent pas très affectées par la crise mondiale qui perdure et qui semble s'être installée pour un certain temps. Et pour cause, voilà bien longtemps que les pays industrialisés ont bien compris le système: les conflits amènent la destruction et, par conséquent, ensuite vient le temps béni de la reconstruction des pays bombardés. Il paraîtrait, d'après certains spécialistes, que c'est un moteur nécessaire pour sortir de la crise et pour stimuler la demande, l'économie, le développement, la croissance, lutter contre le chômage. Donc, un mal nécessaire.

Le marché des armes est en nette augmentation; entre 2005 et 2010, il a augmenté de 22%. Chaque seconde, la vente d'armement militaire se monte à 10.400 euros dans le monde, soit 409 milliards de dollars par an, dont 40% en Asie. Cette course folle à l'armement n'épargne aucune région du

monde. Rien qu'en 2011, les dépenses militaires mondiales se chiffraient à 1740 milliards de dollars. Les vendeurs de mort font leur beurre sans aucun état d'âme. Avec un tel budget, les Etats concernés pourraient améliorer les conditions de vie de leurs ressortissants. Malheureusement, pour l'instant, cette préoccupation n'est pas primordiale à leurs yeux. La preuve en est que lors des conflits, les belligérants n'hésitent pas à dépenser 3,3 millions de dollars par minute, soit l'équivalent de 198 millions de dollars par heure: ce qui donne 4,7 milliards de dollars par jour! C'est tout simplement effarant, mais diront certains, c'est rentable.

Quels sont les pays les plus impliqués dans ce commerce macabre? En tête de liste, il y a les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, Israël, l'Espagne, la Suisse et l'Ukraine, pour ne citer que les plus gros fournisseurs de ce supermarché. Dans leurs catalogues il y a: des gaz lacrymogènes, des mines personnelles, des chars, des véhicules à chenilles, des hélicoptères d'assaut, des missiles, des roquettes, des drones, des avions de combat, des armes chimiques, biologiques et nucléaires. Sans parler de la petite mitraille et autres accessoires. Il faut dire que le choix est vaste puisqu'il existe une centaine de fabricants dans le monde, par conséquent la concurrence est vive. Alors, chaque année, ils tiennent un stand au Salon de l'armement afin de montrer leur nouvelle collection meurtrière.

Un jour peut-être, ces supermarchés de la mort, ces usines à fabriquer des cadavres, des mutilés, des traumatisés psychologiques, cesseront d'exister. Reste à savoir: quand?

Emilie Salamin-Amar

Plusieurs textes nous étant parvenus après le délai rédactionnel et la place nous manquant, nous avons renoncé à rédiger un éditorial (l'article d'Emilie Salamin-Amar le remplace) et un «chapeau» pour présenter le sujet. Par ailleurs, il convient de souligner que le Département fédéral de la défense, Amnesty International et le GSsA (Groupe pour une Suisse sans armée) n'ont pas répondu à notre lettre de sollicitation. C'est dommage car l'essor est attaché à la confrontation des idées.

Michèle Herzog: les institutions sont fragiles

Les gens sont très sensibles à l'injustice quand il s'agit d'eux-mêmes, et beaucoup moins quand il s'agit des autres. Faire cette constatation, c'est déjà entrer dans la problématique du lancement d'alerte. Michèle Herzog n'est pas de ceux-là. Beaucoup chez nous connaissent son nom même s'ils ne la connaissent pas personnellement. Car elle s'exprime souvent par le biais de commentaires de journaux en ligne et au travers de son blog en particulier. Au début, elle disait son indignation car elle s'estimait lésée par la justice pour des questions financières liées à une succession. Mais elle n'en est pas restée là, tant s'en faut. Elle réagit à tout ce qu'elle ressent comme injuste dans notre société, tout en se limitant le plus souvent à sa région vaudoise.

Bernard Walter – Ce qui m'intéresse surtout, c'est pourquoi tu fais ça, pourquoi tu te bats contre les injustices... ce que les gens ne font pas beaucoup, en général.

Michèle Herzog – Non, c'est vrai, les gens malheureusement ne se bougent pas beaucoup. Pourtant des millions de gens ont lu le petit fascicule de Stéphane Hessel «Indignez-vous». Mais passer de la théorie à la pratique, c'est une autre affaire. Moi j'ai décidé de me bouger parce que les institutions sont fragiles. Tous devraient se mobiliser pour soutenir les institutions et soutenir la vérité. Et se battre pour la justice.

Grâce à Internet, cet outil extraordinaire, tout le monde a accès à un grand nombre d'informations. Avant, quand Internet n'existait pas, je m'occupais des gens autour de moi. J'ai toujours été sensible aux injustices, et Internet me permet de faire plus. J'ai été moi-même confrontée à la Justice pour des questions financières concernant mon héritage. Cette affaire a pour moi un côté négatif, mais elle a aussi son côté très

positif, parce que cela m'a ouvert les yeux sur ce qui se passe dans notre région. Cela me permet aussi de prendre contact avec des personnes victimes d'injustices.

Si je comprends bien, c'est une histoire personnelle qui t'a amenée à cette sorte de carrière de combattante pour plus de justice?

Oui. Comme Suisse, j'ai toujours cru que notre justice fonctionnait mieux que dans d'autres pays. C'est ce qu'on nous fait croire. La réalité est différente. J'aurais beaucoup à dire sur ce qui m'est arrivé, je me suis ruinée pour me défendre, mais ce n'est pas là notre sujet aujourd'hui. Malgré cela, envers et contre tout, je garde ma force et mon idéal.

Est-ce que tu peux dire en raccourci dans quels domaines et à quelles affaires tu as réagi?

J'ai un blog sur la Tribune de Genève, j'écris des articles pour faire bouger les choses, ce qui crée des débats. Par exemple à propos de l'affaire de Skander Vogt, ce jeune qu'on a laissé mourir en prison. Ou sur Leina Sadaoui dont l'enfant est restée handicapée suite à une erreur à l'accouchement, erreur reconnue par le CHUV, et qui 35 ans plus tard n'est toujours pas dédommée de façon sérieuse. Ou bien cette lettre que je viens de recevoir, envoyée par un avocat genevois au Grand Conseil pour M. Daniel Huber, un restaurateur à qui on a volé son commerce, et qui se bat depuis des années pour que justice lui soit rendue. Ou Yasmine Motarjemi, femme courageuse, ancienne cadre chez Nestlé, victime de graves harcèlements pour avoir attiré l'attention sur des dysfonctionnements dans le domaine de la sécurité alimentaire dont elle avait la responsabilité.

Et puis il y en a bien d'autres, la liste de tes interventions est longue... Pourtant, rien ne t'oblige à faire tout cela!

Chacun doit travailler à cet édifice très instable qui s'appelle l'Etat de droit, la démocratie; il faut le faire de manière active quand on s'aperçoit que quelque chose ne va pas.

Quand quelque chose de choquant arrive, comme le meurtre d'Eric Garner, Noir américain, par la police, qu'est-ce qui se passe en toi?

... je ne trouve pas les mots pour le dire... horrible, cette vidéo est horrible... cinq policiers qui s'attaquent à une personne sans défense, l'un d'entre eux l'étrangle... c'est l'horreur absolue... J'espère quand même qu'en Suisse ces policiers ne seraient pas blanchis... Dans des cas comme ça, une personne seule ne peut pas faire grand chose. Il faut que les gens se manifestent, ensemble, dans de telles situations. Mais je crois quand même qu'il existe des gens qui tout seuls ont réussi à déplacer des montagnes.

Il reste qu'il y a pas mal de passivité dans la population.

Oui... que des gens dans la rue passent leur chemin quand quelque chose de grave arrive, c'est pour moi inconcevable.

Bon, toi tu es un cas un peu extrême (elle rit), mais sans aller jusque là, si les citoyens réagissaient plus face aux injustices... le monde serait plus juste! Lors de la guerre du Vietnam, le cauchemar d'Henry Kissinger, ce n'était pas les bombes qu'il larguait sur le pays, mais les manif de la rue aux Etats-Unis. D'ailleurs, des étudiants se sont faits tuer lors de leurs protestations sur les campus. On peut bien parler de liberté d'expression, il y a toujours une forme de risque dans la protestation citoyenne.

Oui c'est sûr, mais il faut être un peu courageux dans la vie. Il vaut mieux se battre que de vivre en victime.

Entretien réalisé par Bernard Walter

Adieu à Robert Curtat

Notre ami Robert Curtat est décédé le 28 février dernier. Il était membre du comité rédactionnel depuis une année seulement mais sa présence parmi nous était très enrichissante. Nous avons particulièrement apprécié son enthousiasme, sa grande connaissance du monde du journalisme, sa gentillesse et sa capacité d'écoute. Nous garderons un lumineux souvenir de lui: sa collaboration à *l'essor* a été brève mais intense.

Aux armes, etc. (d'après Serge Gainsbourg): mercenariat, émigration et industrie d'armement

Avant d'exporter des armes, la Suisse exportait ses bras (ce qu'aiment à oublier les tenants de la «surpopulation étrangère»...). Du XV^e au XIX^e siècle, des dizaines de milliers de jeunes Suisses ont servi comme mercenaires dans les armées française, anglaise, hollandaise, prussienne, napolitaine, papale, etc.

On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels.

Anatole France

L'un de ces corps d'élite, la Garde suisse du roi de France, est immortalisée par un monument, à Lucerne: le «lion de Lucerne» fut érigé en 1821, c'est-à-dire à une époque où les monarchies européennes, après le congrès de Vienne et la bataille de Waterloo (morne plaine...) pensaient avoir éradiqué les idées nouvelles issues de la Révolution française.

Dans la principauté de Neuchâtel, devenue de 1806 à 1814 fief d'Alexandre Berthier, maréchal d'Empire et chef d'état-major de l'armée française durant le règne de Napoléon I^{er}, fut constituée une unité, dite «bataillon des Canaris» (d'après la couleur jaune de leur uniforme), dont la majorité des soldats trouvèrent la mort, lors de la retraite de Russie en 1812. Remis en possession de son ancienne principauté en 1814, Frédéric-Guillaume (roi de Prusse) recruta un bataillon de tirailleurs neuchâtelois: la source de recrutement de cette unité fut brutalement interrompue le 1er mars 1848, lorsque les républicains neuchâtelois profitèrent des remous révolutionnaires en Europe pour virer le Conseil d'Etat de Sa Majesté.

Le dernier épisode du mercenariat se déroula dans le royaume des Deux-Siciles en 1859-1860, lors de l'expédition des «Mille», sous le commandement de Giuseppe Garibaldi. La réprobation suscitée par ces événements en Suisse mena à l'interdiction du service mercenaire. Seule survivance tolérée par les autorités fédérales: la Garde suisse du Vatican.

Un aspect connexe de ces migrations: elles permirent la constitution de réseaux commerciaux suisses à l'extérieur. En effet, après certains accidents de travail (perte d'un bras ou d'une jambe – mais pas de la tête... – santé détériorée par la vie des camps), les ex-mercenaires ne rentraient pas toujours au pays. L'esprit de famille et d'entreprise d'un proche resté en Suisse facilitait leur recyclage professionnel.

Grâce à la technologie des armes et des transports, le XX^e siècle a découvert une barbarie que ni l'Antiquité ni le Moyen Âge n'avait connue, la guerre contre les enfants.

Boris Cyrulnik

Une fois la solution du mercenariat écartée, durant le XIX^e siècle, la Suisse resta un pays d'émigration (cette fois-ci civile). Bon moyen pour les collectivités publiques de faire baisser les tensions sociales et de réaliser de substantielles économies sur leurs budgets d'assistance publique. Ainsi, la ville brésilienne de Nova Friburgo fut créée dans les années 1820 par des ex-bénéficiaires fribourgeois de l'assistance publique, mis très démocratiquement par les autorités devant le choix suivant: se voir couper leurs maigres allocations ou accepter un billet simple course (payé par la commune d'origine) en direction du Nouveau Monde.

Avec l'industrialisation de la Suisse (seconde moitié du XIX^e siècle-début du XX^e siècle), la donne a changé: parmi les industries florissantes, l'industrie d'armement, dont les belligérants de nombreuses guerres ont pu apprécier la qualité...

Le rôle de cette industrie, durant la Seconde Guerre mondiale, au profit de l'Allemagne nazie, est bien connu. Citons à ce propos une plaisanterie grinçante de l'époque: «Les Suisses travaillent six jours pour l'Allemagne et ils prient le dimanche pour la victoire des Alliés».

Autre épisode: celui des avions Pilatus, fabriqués à Stans (demi-canton du Nidwald). Décrits par leur fabricant comme des appareils civils, il suffit toutefois d'une légère modification technique pour les transformer, ni vu ni connu, en bombardiers. Leur présence fut dénoncée dans les années 1980 au Guatemala et dans la seconde moitié des années 1990 dans l'Etat mexicain du Chiapas, après l'insurrection menée par l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale). Dans un message adressé à un comité de soutien en Suisse, le sous-commandant Marcos (porte-parole de l'EZLN) écrivait: «Durito [scarabée fétiche, personnage fictif utilisé par Marcos dans ses messages] préfère que vous lui envoyez du chocolat plutôt que des Pilatus».

C'est moins le bruit des bottes qu'il nous faut craindre aujourd'hui que le silence des pantoufles.

Alternative libertaire

Sur un autre point, la mythologie des armes a eu une influence (déplorable) sur l'égalité civique entre hommes et femmes. Les femmes d'Appenzel-Rhodes intérieures ont dû attendre 20 ans après l'introduction du suffrage féminin sur le plan national (1971) pour obtenir les droits civiques communaux et cantonaux. En effet, ce demi-canton avait maintenu la lands-gemeinde (assemblée des électeurs sur la place publique): réminiscence des vieilles traditions germaniques, l'épée – ustensile typiquement masculin – servait de carte civique!

Un mot pour conclure: à chaque contestation de l'industrie d'armement, les promoteurs de cette dernière découvrent que des emplois pourraient être mis en danger. Mais ils n'ont jamais fait la preuve que le recyclage de l'industrie d'armements en industrie civile ferait planer un tel danger.

Hans-Peter Renk

Le drone de fer

Cet article a été publié dans le journal *Vigousse* le 6 mars 2015. Il est repris dans *l'essor* avec l'autorisation de son auteur.

Même s'il y avait plus petit et moins cher, l'armée suisse veut à tout prix acheter de lourds et coûteux avions sans pilote israéliens. Motif: elle les veut, un point c'est tout.

Vous ne pouvez pas dire que la civilisation ne progresse pas, car à chaque guerre on vous tue avec une méthode nouvelle.

Will Rogers

Le 26 février était déposée à Berne une pétition forte de 28.000 signatures: autant de gauchistes rétrogrades tolérant mal que l'armée suisse achète six drones israéliens Hermes 900 pour 250 millions, au prétexte qu'ils ont été testés à Gaza, en Cisjordanie ou au Liban. De fait, le fabricant Elbit Systems vend son joyau avec la mention «*ayant fait ses preuves au combat*»; en particulier lors de l'opération «Bordure protectrice» à Gaza en 2014, où une bonne part du «*combat*» faisait rage contre des civils.

Aucune importance, selon Karin Suini, porte-parole du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS): «*Le Conseil fédéral est convaincu que l'acquisition des drones israéliens n'entame en rien la neutralité, la crédibilité et l'efficacité de la politique étrangère de la Suisse au Proche-Orient.*» Et ces emplettes n'appuient en rien le secteur militaro-industriel d'Israël, bien évidemment.

Mais au-delà de l'aspect diplomatique et éthique, un argument beau-

coup plus terre-à-terre met en cause cet achat. Selon un expert, l'engin israélien est bien trop cher, d'autant qu'il existe une alternative suisse: un excellent drone conçu par UMS Aero Group, le F-720, qui ferait le même boulot pour un prix cinq fois moindre. Seule différence, son autonomie n'est que de 8 à 12 heures, contre 24 heures pour l'Hermes 900. «*Mais c'est largement suffisant, puisque les machines tournent par rotation*», relève ledit expert. De plus, sachant qu'il y a «*moins de stations de contrôle que de drones, une autonomie de 24 heures ne sert à rien*». Par ailleurs, les pays voisins ont opté pour de petits appareils bon marché du genre F-720: pourquoi diable la Suisse veut-elle à tout prix se distinguer en s'équipant de bidules volants gros et ruineux?

La guerre serait un bienfait si elle ne tuait que les professionnels.

Jacques Prévert

Pour Karin Suini, la réponse est simple, pour ne pas dire simpliste: l'Helvétie a des «*exigences accrues en matière de sécurité et d'intégration dans l'espace aérien. Des exigences que seuls des appareils d'une certaine envergure pourraient remplir.*» On est prié d'y croire, et d'admettre au passage que les Etats voisins n'ont rien compris à rien.

Cela dit, les Ecoles polytechniques fédérales de Zurich et Lausanne ne travaillent-elles pas sur des drones utilisables en Suisse? Si, mais ils sont «*sensiblement plus petits et ne sont pas adaptés à des fins de reconnaissance militaire*», balaie la porte-parole du DDPS. Puisqu'on vous dit qu'on veut des engins gros!

Officiellement, les six Hermes 900 doivent surveiller de vastes territoires et contribuer à la protection d'infrastructures contre d'éventuelles attaques, y compris terroristes. Nul ne précise en revanche le nombre de personnes mobilisées pour contrôler le bazar, ni le nombre annuel d'heures de vol. Les drones ne seront pas armés (mais ça reste techniquement possible): en temps normal, ils appuieront les autorités civiles, gardes-frontière, police, pompiers. Du reste Ueli Maurer l'a précisé face à la presse: l'usage des machins pour la promotion de la paix «*n'est pas exclu*». La preuve? Le modèle Hermes 900 a servi lors de la Coupe du monde de foot au Brésil. C'est dire s'il sera utile pour les prochains Jeux Olympiques en Valais.

La paix est le temps où les fils enterrent leurs pères; la guerre est le temps où les pères enterrent leurs fils.

Hérodote

Bref, les galonnés et le Conseil fédéral sont formels, le pays a impérativement besoin de ces engins-là. Comme il avait jadis impérieusement besoin de sa propre bombe atomique, ou plus récemment de 204.000 obus à sous munitions, israéliens eux aussi, payés 676 millions, et qui voici peu étaient acheminés à grands frais en Norvège et en Allemagne pour y être détruits (*Vigousse*, 11.10.13 et 8.11.13).

L'acquisition des six drones doit encore être validée par le parlement. Mais il ferait beau voir qu'il se rebiffe. Même si des avions sans pilote à ce prix-là, c'est du vol.

Jean-Luc Wenger

Une industrie qui se porte bien

En 2014, la Suisse a exporté des armes de guerre, des munitions et des équipements pour 563,5 millions de francs, en augmentation de 102,3 millions par rapport à l'année précédente. L'Allemagne reste le plus gros clients de la Suisse mais on note une forte augmentation vers

les pays d'Asie du Sud-Est, en particulier l'Indonésie. La Suisse a aussi livré de l'armement aux Emirats arabes et au Bahreïn. Dans ces pays, où la livraison d'armes est controversée, le matériel helvétique est constitué de munitions et de pièces de rechange pour des systèmes de

défense aériens suisses. Nous voilà rassurés: les équipements suisses ont une vocation pacifique! Mais comment contrôler que les armes et les munitions livrées ne sont pas réexpédiées dans d'autres pays?

Comment tue-t-on sans armes?

Nous devons donc nous attendre, même sans guerre atomique ou sans crise exceptionnelle, à un énorme désordre mondial qui se traduira par toutes les contradictions et tous les désarrois. Il faudra que ce soit le moins coûteux possible. Jacques Ellul¹.

Au cours du dernier siècle, les guerres sont devenues à ce point cruelles et abominables que les belligérants préfèrent renoncer au corps à corps, aux gaz asphyxiants et aux bombardements atomiques aveugles. Pour ne plus voir couler le sang, entendre gémir les agonisants ou sentir la puanteur des charniers, il tue à distance, blottis dans leurs tanks, leurs bombardiers et leurs bunkers au bout du monde d'où ils massacrent aveuglément par drones interposés. Mais l'éloignement des champs de bataille a fait que les guerres ont perdu de leur fiabilité, tant les échecs et les bévues les condamnent, car de plus en plus d'hommes, de femmes, d'enfants innocents périssent sous le feu nourri des «dommages collatéraux».

Comme les aficionados de carnage d'êtres humains veulent à tout prix «finir le travail», selon l'expression des Bush, père et fils, et autres amateurs de boucheries, il leur faut trouver d'autres moyens plus discrets, moins médiatisés, mais plus efficaces en termes de «résultat» pour liquider en masse leurs prétendus «ennemis». Ces adversaires, ce sont des personnes, arbitrairement taxées de potentiellement dangereuses, ou plus simplement d'inutiles à satisfaire les intérêts d'une minorité de nantis, prédateurs de la planète et ennemis jurés de ces importuns. Ce sont ces millions de familles, Noirs, Arabes, indigènes, considérées comme excédentaires et dont la disparition corps et âme peut se faire en toute discrétion.

Mais ces va-t-en-guerre, avides de traques et chasses à l'homme, se sont aussi trouvés un nouveau gibier de potence en la personne de «terroristes»

dont le droit à la vie, ou du moins à un procès équitable, ne leur est accordé qu'après la mort. Ils n'ont d'ailleurs aucun scrupule à s'être trompés en se souvenant que des Mandela, de Gaulle, Mujica, pour avoir osé clamer la vérité, étaient jadis taxés de «terroristes» et persécutés. Mais étant de race blanche, ils ne furent pas liquidés, mais gardés en réserve au cas où ils abdiquaient.

Un gouvernement qui laisse les sans-abri mourir de froid dans la rue, c'est comme s'il tire sur la foule.

Brèves de comptoir

Parmi toutes les causes de mortalité pendant la dernière décennie², «seul» 0.3% l'ont été par des armes de guerre et 1% par d'autres formes de violence, armée ou non. Cette forme d'élimination qui est en régression a été supplantée par des assauts bien plus meurtriers. Il s'agit des décès prématurés par manque d'eau potable, 3%; par accidents et maladies professionnelles, 3.7%; par malnutrition, 6%; par absorption de drogues, 19% (tabac, alcool, stupéfiants); par privation de médicaments et de vaccins qui permettent d'éradiquer les maladies infectieuses, 22% (diarrhée, sida, tuberculose, paludisme, rougeole, etc.)... Et puis il y a les hécatombes dues à la désinformation (amiante, pollution), à l'imprévoyance (catastrophes naturelles, chimiques et atomiques), à la non-assistance à personne en danger (boat people), à la faim, la soif, le froid ou la noyade, attribués à une fatalité... si bienvenue pour les champions xénophobes du Capital!

Toutes ces morts prévisibles, évitables, parfaitement inutiles, sans parler des souffrances qui les précèdent, l'ont été par des «armes» de destruction massive bien plus efficaces que la panoplie militaire, atomique, bactériologique et chimique.

Ces «guerres»-là sont responsables de 55% des décès qu'une humanité respectueuse de la vie d'autrui préviendrait sans peine. Ainsi les causes inévitables de mortalité telles que maladies chroniques 36.4%, cancers 7.3%, accidents domestiques 2.6%, accidents de la route 2%, suicides, irradiations 1.6%, ne représentent que le 45% de tous les décès sur terre.

Qu'ils soient armés de pied en cape ou de leur seule haine de l'autre, ces assassins sont les mêmes: ils contrôlent autant le marché des armes d'attaque qu'ils manipulent celui des armes de protection de la vie humaine. Ce sont celles des entreprises pharmaceutiques, des marchands de drogues, des passeurs de «clandestins», des accapareurs d'eau, de terres et d'aliments.

Plus cruel encore, cette guerre sans armes s'en prend non plus seulement aux vivants, mais à ceux et celles qui pourraient un jour le devenir. Pour prévenir les naissances d'ennemis potentiels, elle frappe les mères enceintes et plus encore leur chance de le devenir, en les violant. En ce 8 mars, Journée de la femme, quand j'écris cet article, je me dois de dénoncer cette arme de destruction qu'est le viol du corps des femmes. Le colonialisme pratique une «logique d'élimination» dans le but d'abolir la présence indigène d'un territoire déterminé. Au vol de leurs terres, au survol de drones perpétrant leurs «attentats ciblés», c'est au viol des femmes auquel les colonisateurs s'acharnent. La violence sexuelle ne vise pas seulement à juguler la natalité des dominées pour les affaiblir, mais encore à isoler les femmes de leur communauté en les avilissant aux yeux de leurs proches et de leur collectivité.

Revendiquer une «Suisse sans armée», certes, mais encore une «Suisse sans opprimés», débarrassée de ses multinationales et autres mafias nuisibles et qui cesserait de refouler ceux et celles qui viennent y chercher un refuge contre les sales guerres sans armes.

François Iselin

¹ *Le bluff technologique*, Hachette, 1988, p. 731.

² Les données statistiques citées émanent de l'OMS.

³ *Violence sexuelle et colonialisme israélien*, Jadaliyya, Viento Sur, 14.1.2015, Trad. FI.

Pourquoi cette baisse de la conscience suisse et internationale?

En 1972, plusieurs organisations et partis de gauche suisses avaient lancé une initiative pour l'interdiction des exportations d'armes. J'étais alors secrétaire romand de la Déclaration de Berne. Le peuple suisse avait rejeté l'initiative mais il y avait eu 49,7 % de voix favorables.

Les révoltes qui se manifestent par les armes, on peut les mater. Celles qui naissent et se propagent par l'esprit sont insaisissables.

Françoise Giroud

C'était le bon vieux temps où les partis de gauche et les organisations pacifistes et tiers-mondistes, ainsi qu'une partie des Eglises de Suisse réussissaient à rallier la moitié du corps électoral pour tendre à une interdiction d'un des commerces les plus scandaleux. Depuis lors, plusieurs initiatives ont été relancées sur ce sujet, mais ont toujours été rejetées haut la main. C'est que, depuis les glorieuses années 70, les mouvements protestataires ont perdu beaucoup de leur force, sous l'effet des crises, de l'augmentation du chômage, et de la propagande de la formidable machine de contrôle idéologique lancée par les néolibéraux. En 1972, l'organisation protestante *Pain pour le prochain*, qui avait pris position en faveur de l'initiative, s'était vu refuser par Bührle Oerlikon sa contribution habituelle fort généreuse, mais cette année-là, les recettes de PPP avaient augmenté en raison de l'appui d'un grand nombre de donateurs indignés par le chantage du fabricant d'armes. Depuis lors, les organisations d'aide au tiers-monde et de droits humains peinent de plus en plus à faire entendre leur voix dans ce domaine.

Pourquoi ce changement de tendance dans la population suisse? Et cela, alors qu'aujourd'hui, le commerce des armes dans le monde s'est multiplié, alors que les armes sont plus meurtrières que jamais (avec le développement des mines anti-personnel, des bombes à

fragmentation, des systèmes de «sécurité», des drones), alors que le nombre de guerres et des violations des droits humains a explosé.

Difficile de répondre à cette question. Mais il faut le reconnaître, le militantisme en a pris un coup. Et les arguments des politiciens de droite et de l'économie ont fait mouche: Si nous n'exportons pas notre production d'armes, d'autres le feront, il y aura récession, et par conséquent chômage. Peut-être était-il plus facile de prendre des positions généreuses à une époque où le plein emploi était assuré, à l'époque aussi de la guerre froide, où, paradoxalement, beaucoup de gens de droite voulaient montrer qu'ils étaient pour une armée suisse forte mais qu'ils n'approuvaient pas qu'on envoie notre armement dans les pays qui se faisaient la guerre entre proaméricains et prosoviétiques. Ils voulaient assurer aussi la crédibilité du CICR, dont les délégués étaient presque tous suisses et devaient parfois venir en aide aux victimes d'armement suisse, comme ce fut le cas au Biafra.

L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde.

Nelson Mandela

Essayé pas pu

Certes, depuis 1972 une loi suisse interdit l'exportation de matériel de guerre vers des pays en guerre et qui violent systématiquement les droits humains. Mais cette loi a souvent été détournée, par exemple en vendant à des pays qui réexportaient vers d'autres pays en guerre, et la violation «systématique» des droits de l'homme est une notion à géométrie variable. Et en 2014, l'Ordonnance sur le matériel de guerre (OMG) a été modifiée en effaçant la clause interdisant d'exporter vers des pays qui violent systématiquement les droits de l'homme. Aujourd'hui les plus gros importateurs potentiels d'armes suisses sont

l'Arabie saoudite, le Pakistan, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, etc. (www.humanrights.ch et Foraus).

Bien sûr, il faut reconnaître que le rôle de la Suisse dans les exportations d'armes mondiales est minime, la palme revenant aux Etats-Unis, à la Russie, à l'Allemagne, à la Chine, à la France et au Royaume Uni, qui totalisaient en 2013 les 78% des ventes d'armes dans le monde. Comme par hasard, 5 de ces 6 pays sont les membres permanents du Conseil de sécurité. (Rapport 2014 du Stockholm International Peace Research Institute).

Le jour où personne ne reviendra de la guerre, ce sera parce que la guerre aura été bien organisée.

Boris Vian

Le résultat est clair: jamais il n'y a eu autant de guerres, autant de morts dans les conflits, autant d'armes qui circulent, d'enfants estropiés parce qu'ils jouaient ou travaillaient sur des terrains minés. Jamais les mafias, qui sont parfois mieux armées que les polices, n'ont fait circuler autant d'armes, leur permettant de contrôler le commerce de drogue, de diamants, de femmes et de réfugiés. Voir ce qui se passe dans la Méditerranée ou dans les océans, avec tous ces bateaux surchargés dont certains coulent dans les tempêtes.

Comment réagir?

Là-contre, toutes les propositions que nous pourrions faire paraissent dérisoires. Pour l'instant on ne voit pas tellement d'autres solutions que de faire adopter des conventions et des traités. La Suisse a là un rôle à jouer aux Nations Unies. Encore faut-il qu'elle soit crédible dans sa propre politique et qu'elle examine plus strictement les clients des exportateurs, en outre qu'elle accepte le droit international, et cela contre un certain parti qui voudrait l'envoyer aux oubliettes (parce qu'il

suite en page 7

refuse tout ce qui pourrait ressembler à des juges étrangers).

Au niveau international il y a eu quelques succès: les accords START ont diminué notablement les têtes d'armement nucléaires, mais le nombre de ces têtes, aux Etats-Unis, en Russie, en France, au Royaume Uni, en Chine, en Israël, au Pakistan, en Inde et en Corée du Nord, est encore suffisant pour détruire plusieurs fois toute vie sur la planète; la convention d'Ottawa de 1997 interdisant les mines anti-personnel et les

bombes à sous-munitions, a été ratifiée par de nombreux pays. D'autres accords ont été ratifiés ou sont en passe de l'être: contre les armements chimiques et bactériologiques, limitant les armes de petit calibre (responsables aujourd'hui du plus grand nombre de morts), etc. L'ONU a encore mis sous embargo plusieurs pays et organisations, notamment Al-Qaïda, les Talibans, la République centrafricaine, l'Erythrée, le Soudan, etc.

Malheureusement, on sait qu'il est extrêmement facile de contourner ces interdictions, et que les mafias sauront toujours où se procurer des armes. Mais au moins c'est un cri d'alarme de la «communauté internationale», que doivent soutenir tous les hommes et femmes de bonne volonté.

François de Vargas
Ancien secrétaire général de
l'Association pour
la prévention de la torture

Armée, armes et armements

«*Si vis pacem, para bellum*» (si tu veux la paix, prépare la guerre). Ce slogan stupide, probablement inventé par un général romain, voire par Jules César lui-même, sert encore aujourd'hui aux militaristes pour justifier l'existence des armées, renforcer l'armement de leur pays et promouvoir l'achat d'armes toujours plus perfectionnées et meurtrières. C'est l'armée qui cautionne l'existence des armes et d'ailleurs la vente d'armes à des civils nécessite une autorisation, au moins en Suisse. Mais il est vrai qu'aux Etats-Unis tout le monde peut se procurer des armes et leur possession semble considérée comme une sorte de droit fondamental du citoyen. Ces armes provoquent inévitablement des drames de temps en temps.

L'existence d'armes est indissociable de l'existence du pouvoir. Les armes sont nécessaires au pouvoir pour asseoir son autorité. Ces armes sont détenues par l'armée ou la police, donc des institutions servant à maintenir le pouvoir entre les mains de ceux qui gèrent le pays. Chaque pays doit se persuader qu'il court le risque d'être envahi, ou en tout cas attaqué par un autre. Il faut persuader les citoyens que les moyens de contrainte sont nécessaires pour les défendre. Et comme tous les pays ou presque ont des structures de pouvoir, c'est à qui aura les armes les plus puissantes. On en est ainsi arrivé à inventer la bombe atomique. Ce sont les Etats-Unis qui l'ont mise au point en premier. Malgré leurs efforts pour en garder le secret, d'autres Etats sont parvenus assez rapidement à la fabriquer aussi. Les secrets techniques ne peuvent pas être gardés très longtemps, l'intelligence humaine étant disponible pour les pires sottises dans presque tous les pays. La bombe atomique et la bombe à hydrogène (fusion nucléaire) qui l'a suivie ont atteint une puissance telle que leur utilisation dans un éventuel conflit menacerait la survie de l'humanité. Le développement des armes a ainsi atteint le paroxysme de l'absurdité.

L'effort des Etats pour mettre au point des armes si possible plus puissantes que celles de leurs voisins a été, et probablement continue, à être très important. Cette activité, au fond aberrante, a certainement coûté très cher aux citoyens de ces Etats, sans parler du coût que représente le maintien d'une armée. Après la Deuxième Guerre mondiale, le Japon qui avait subi l'explosion de deux bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki, avait inscrit dans sa Constitution qu'il renonçait à l'armée et aux armes. On peut penser que cela l'a aidé à devenir rapidement une grande puissance industrielle puisqu'il a su éviter de gaspiller efforts et argent

pour produire des armes de destruction massive. Un tel effort serait aujourd'hui d'autant plus vain que les sociétés dites développées ne sont plus en mesure de faire la guerre. Cela n'est pas dû au fait qu'elles ne pourraient pas se défendre, mais au fait qu'elles ont sur leur territoire des cibles potentielles dont la destruction rendrait la vie impossible sur des surfaces importantes autour de ces cibles: centrales nucléaires, stocks de déchets nucléaires, usines de retraitement de ces déchets, usines chimiques, barrages hydroélectriques.

On en est arrivé au stade où les moyens de faire la guerre rendent la guerre sinon impossible, du moins parfaitement absurde. Le plus étonnant est que, malgré cela, les Etats insistent pour maintenir des armées et obligent leurs citoyens à faire du service militaire. Il est vrai que les effectifs des armées, en tout cas de l'armée suisse, ont été considérablement réduits.

La fabrication d'armes et la préparation d'une éventuelle guerre font aujourd'hui partie intégrante des activités jugées nécessaire à la sécurité, mais aussi à la prospérité des Etats. Ces activités continuent à se développer tout en devenant de plus en plus meurtrières. On en est arrivé au stade où ceux qui détiennent le pouvoir, en Suisse et ailleurs, ne sont même plus capables de concevoir un monde sans armes. Pourtant un monde sans armes serait la meilleure garantie que l'aventure humaine puisse se poursuivre sur cette planète.

Le problème est qu'aucun Etat ne veut faire le premier pas et désarmer unilatéralement. La Suisse par exemple n'aurait rien à perdre à le faire, même si son exemple n'est pas suivi rapidement par d'autres nations. D'affirmer qu'on ne se reconnaît pas d'ennemi est encore le meilleur moyen de ne pas en avoir. C'est ce que proposait l'initiative pour une Suisse sans armée approuvée par une relativement forte minorité il y a une trentaine d'années.

Le commerce des armes reste probablement très lucratif et l'obsession de la croissance économique ne permet pas d'y renoncer. Peut-être faudra-t-il attendre que les tenants du pouvoir comprennent que nous vivons dans un monde fini dans lequel une croissance économique permanente est impossible. Cette réalisation devrait aussi favoriser le renoncement aux armées et aux armes.

Pierre Lehmann

La planète Terre et les armes nucléaires, vues par feu Robert McNamara

Note préliminaire – Si je mets USA, c'est délibéré. Pour moi USA, c'est l'étiquette de marque chaque fois qu'il est question de l'armée américaine et du système de violence américain. C'est ce que partout dans le monde les guerriers américains portent sur leurs manches et leurs treillis. Etats-Unis, je le garde pour cette société quand on parle de la société civile. Je tiens beaucoup à cette distinction.

Il est beaucoup question du «nucléaire iranien» ces jours. Cela dure en fait depuis des années. Selon le secrétaire d'Etat des USA John Kerry, un accord visant à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire «rendrait le monde plus sûr». Laurent Fabius, de son côté, exclut l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire. Quant à Benjamin Netanyahu, il voit en l'Iran «le régime le plus dangereux du monde» qui cherche à se doter de l'«arme la plus dangereuse du monde». Tel est le climat général des informations dont nous sommes gratifiés en permanence. Du contexte global des armes nucléaires dans le monde, on ne parle pas. Pas un mot, en particulier, sur le programme d'Israël qui pour sa part a confectionné plusieurs centaines d'ogives nucléaires «en cachette» et en toute tranquillité. Sans parler des USA qui en détiennent des milliers.

Je suis profondément préoccupé par la situation nucléaire car elle est imprévisible. J'espère sincèrement que nous pourrions empêcher les choses d'empirer.

L'empereur
Akihito du Japon

«Que les USA conservent un tel nombre d'armes nucléaires montre bien qu'ils n'ont pas l'intention d'éliminer leur arsenal. Ce qui pose cette question troublante: pour quelle raison n'importe quel autre Etat devrait-il restreindre ses ambitions nucléaires?»

Quel ennemi de notre civilisation a bien pu écrire des choses pareilles? L'auteur de ces paroles n'est autre que Robert McNamara, dans un article

intitulé «L'Apocalypse pour bientôt», publié dans la revue *Foreign Policy* de mai-juin 2005. McNamara, ancien secrétaire à la défense des USA, chef de la guerre des USA contre le Vietnam, concepteur du programme d'armement nucléaire américain, président de la Banque mondiale durant 13 années. Un dur, à n'en pas douter. Et pourtant, sur la fin de sa vie, ce faucon est devenu colombe. Hélas son article a été largement passé sous silence, et bien oublié depuis. Voici des extraits de ce texte de la plus haute importance étant donné les états de service de son auteur, texte traduit par mes soins.

Pour se protéger d'une épée, il faut un bouclier. Or construire un bouclier contre l'arme nucléaire s'est révélé jusqu'ici impossible.

Jacques Attali

Une dangereuse obsession

Il est grand temps – cela n'a que trop tardé, selon moi –, que les USA cessent de fonder leur politique étrangère sur l'armement nucléaire comme à l'ère de la Guerre froide. Au risque de paraître simpliste et provocateur, je pense que la politique actuelle d'armement nucléaire des USA est immorale, illégale, militairement inutile et épouvantablement dangereuse. Le risque d'un déclenchement accidentel ou par inadvertance est inacceptable, tant il est élevé. Cette politique va à l'encontre des normes internationales visant à empêcher la prolifération des armes nucléaires. (...) Aujourd'hui, les USA ont environ 4500 ogives nucléaires offensives, contre environ 3800 à la Russie, et 200 à 400 pour la Grande-Bretagne, la France et la Chine, moins de cent pour le Pakistan et l'Inde.

Chacune des ogives américaines a une puissance destructrice égale à vingt fois la bombe d'Hiroshima. (...) Les USA n'ont jamais souscrit à la politique de «ne pas tirer les premiers». Nous pouvons en tout temps déclencher une attaque nucléaire – sur la décision d'une seule personne, le Président. (...)

Toute cette situation dépasse l'entendement. Le Président est habilité à prendre en 20 minutes la décision de déclencher l'une des armes les plus dévastatrices au monde, et ce à n'importe quel moment. Une déclaration de guerre, elle, requiert un acte du Congrès. Mais pour un holocauste nucléaire, vingt minutes suffisent. (...) Nous nous sommes engagés à aller dans le sens d'une élimination des arsenaux nucléaires lorsque nous avons négocié le Traité de Non-prolifération Nucléaire en 1968. (...)

L'apocalypse

Le simple souffle d'une telle bombe et les débris envoyés dans l'espace par des vents de 380 km/h suffisent à tuer instantanément au moins 50% des gens dans un rayon de 5 kilomètres, avant même les effets des radiations et des incendies. (...) Les effets «collatéraux» de grosses frappes nucléaires seraient la mort de millions de civils. (...) Telle est la menace que des pays comme les USA et la Russie font planer sur le monde à chaque minute de chaque journée.

Une fois au poste de secrétaire à la défense, je suis arrivé très vite à ces conclusions, mais il m'était impossible de faire des déclarations sur la question en raison de mes fonctions, et ce jusqu'à ma retraite de la Banque mondiale. J'ai alors exprimé certaines de mes réflexions.

Un accident nucléaire, souvent on voit rien, c'est invisible dans l'air, c'est mille fois moins spectaculaire qu'une vieille renversée par un bus.

Brève de comptoir

Aucune «victoire» possible

On a beaucoup dit que dans le cas d'une guerre nucléaire contre l'URSS, les USA seraient gagnants. J'ai donné suffisamment d'informations pour que ceux qui croyaient de telles choses remettent les pieds sur terre. (...) Contrairement aux théories sur

suite en page 9

L'usage limité d'armes nucléaires, j'ai exprimé le point de vue qu'il n'y a pas d'usage limité possible de ces armes. Il n'y a pas de possibilité d'empêcher des dégâts monstrueux, et il n'y a aucune garantie contre une escalade sans fin. (...) L'usage des armes est sans retour. Il causerait la destruction de nations entières. Il n'y a aucun moyen de réduire les risques à des niveaux acceptables. (...)

L'administration Bush a déclaré qu'elle n'a aucune intention de ratifier le traité d'interdiction d'essais nucléaires.

Ce faisant, elle dit aux nations qui ne possèdent pas l'arme atomique: «Nous réclamons les armes nucléaires à perpétuité, mais vous, vous n'en aurez jamais une seule.»

Une seule conclusion

Il est temps de passer au débat réel. Quand ce débat aura lieu, je crois que sa conclusion sera identique à celle à laquelle je suis parvenu avec un nombre croissant de chefs militaires et civils: nous devons aller le plus vite

possible vers l'élimination de toutes – ou quasi toutes – les armes nucléaires.

M. McNamara pose la vraie question de toute cette problématique infernale. C'est précisément ce débat que les «grandes puissances» éludent, nous laissant croire que les «bons» ont besoin de bombes atomiques pour se protéger des «méchants».

Bernard Walter

Les facéties de Greenpeace

Dans le courant de l'automne dernier, le Département fédéral de la défense a distribué une boîte de comprimés d'iode (iodure de potassium 65 AApot) à tous les habitants vivant dans un rayon de 50 kilomètres d'une centrale nucléaire suisse. Dans la lettre envoyée aux personnes concernées, il était précisé sans ironie: **à titre préventif et gracieux.**

Pourquoi cet envoi? Le message de l'Armée est précis à ce sujet: *«En cas d'incident survenant dans une centrale nucléaire avec fuite de substances radioactives, ces comprimés empêchent l'accumulation d'iode radioactif dans la grande thyroïde».* Les irradiés de Tchernobyl et de Fukushima ont été moins bien traités!

Quelques jours plus tard, une feuille signée par le Service d'approvisionnement en iodure de potassium mettait en garde la population. Sous le titre «Informations

complémentaires importantes sur la distribution de comprimés d'iode», elle disait notamment: *«Les comprimés d'iode ne permettent pas d'assurer une protection totale contre les conséquences d'un accident nucléaire. Ils ne font que vous protéger pour un certain temps contre l'iode radioactif qui serait libéré dans l'atmosphère en cas d'accident. Toutefois d'autres substances radioactives, telles le césium ou le strontium, aptes à provoquer le cancer ou la leucémie, peuvent être libérées. La prise d'iode ne vous protégera pas contre ces substances. Suite à un accident nucléaire, la nourriture et l'eau potable peuvent être fortement contaminées par la radioactivité, même à très grande distance du réacteur nucléaire touché. Actuellement, nul ne sait comment traiter cet état de fait. Les comprimés d'iode ont la meilleure efficacité si on les prend juste avant le passage d'un nuage radioactif. Toutefois, nul ne peut garantir que l'information correspondante se fasse en temps opportun.»*

Le lendemain, les journaux annonçaient que ces informations n'émanaient pas du Service d'approvisionnement en iodure de potassium mais de l'organisation Greenpeace qui avait procédé à une habile imitation de la circulaire de la Confédération. Une facétie qu'on peut admirer, d'autant plus que les renseignements fournis sont absolument exacts.

Dans sa conclusion, Greenpeace affirme: *«Nous souhaitons souligner que la mise hors service des cinq centrales nucléaires suisses garantirait une protection bien plus efficace contre tout risque nucléaire que les comprimés d'iode. Toutefois, jusqu'à présent, le Parlement suisse a refusé de limiter la durée d'exploitation des centrales nucléaires.»*

«Bien protégé en cas d'urgence» dit le Département fédéral de la défense. Nous répondons: *«Une protection totale passe par l'abandon des centrales nucléaires.»*

Le dormeur du val

1870: l'Allemagne et la France sont en guerre.
Arthur Rimbaud a 16 ans. Sensible à la folie des hommes, il nous fit cadeau de ce poème.
Susanne Gerber

C'est un trou de verdure où chante une rivière
Accrochant follement aux herbes des haillons
D'argent, où le soleil, de la montagne fière,
Luit; c'est un petit val qui mousse de rayons.

Un soldat jeune, bouche ouverte, tête nue,
Et la nuque baignant dans le frais cresson bleu,
Dort: il est étendu dans l'herbe, sous la nue,
Pâle dans son lit vert où la lumière pleut.

Les pieds dans les glaïeuls, il dort. Souriant comme
Sourirait un enfant malade, il fait un somme.
Nature, berce-le chaudement: il a froid!

Les parfums ne font pas frissonner sa narine;
Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine
Tranquille. Il a deux trous rouges au côté droit.

Les armes, les jouets et nous

Depuis belle lurette, en fait depuis qu'*homo sapiens sapiens* bouffe, il a inventé toutes sortes de prolongements du bras dans le seul but de garnir son assiette, même avant l'invention de la dite assiette. Eh bien, s'il y a quelque chose qui n'a pas changé, c'est ça. Aujourd'hui, même si l'élevage a pour une large part remplacé la chasse, *homo sapiens sapiens* est toujours l'être vivant qui, s'étant lui-même proclamé roi de la création et placé au sommet de la chaîne alimentaire, (ah cher Montaigne, où êtes-vous, vous qui disiez: «*Aussi haut que l'on soit placé, ça n'est jamais que sur son cul!*»), est, disais-je, l'être vivant qui massacre le plus, très très loin devant les pires dents de la mer et autres prédateurs monstrueux avec lesquels Hollywood fait ses choux gras.

Et, tiens, puisque nous parlons cinéma, j'invite lectrices et lecteurs à revoir de toute urgence, si ce n'est déjà fait, *Le Président*¹ d'Henri Verneuil, tiré d'un roman de Simenon et mis en dialogues par Audiard. Ça date de 1961, mais c'est d'une brûlante actualité. Outre les moments savoureux, qui concernent par exemple l'Europe, *Le Président* nous fait entendre quelques pépites dont une se rapporte précisément au commerce des armes. Le président Beaufort (Jean Gabin) interpelle un député au nom ronflant en ces termes: (pardonnez-moi Saint Audiard de vous citer):

– ...*Monsieur Audran de Hauteville, qui défend avec talent d'ailleurs, la cause du désarmement et dont la famille fabrique depuis plusieurs générations des armes automatiques de réputation mondiale.*

– *Les Hauteville n'ont pas de leçons à recevoir Monsieur Beaufort, ils pourraient par contre vous en donner.*

– *J'en suis certain, venant de gens qui allient la vocation de pacifistes au métier d'armurier, j'aurais en effet beaucoup de choses à apprendre.*

Voilà résumée, en trois petites répliques, toute la situation de l'industrie de l'armement en Suisse, (mais pas seulement). Cette industrie – extrêmement florissante – fait chanter ses sirènes sur une musique bien connue, celle qui entonne le confortable refrain: *si vis pacem, para bellum*². Parabellum a même donné son nom à un pistolet célèbre. Le marketing et les armes font bon ménage. Et donc, la planète est maillée de réseaux de marchands d'armes qui, au nom de la préservation de la paix, vous vendent de quoi massacrer allégrement votre prochain.

J'ai conscience, ici, de ne rien dire de bien nouveau et en tout cas, rien que vous ne sachiez déjà. D'ailleurs, un certain Pierre Larousse, grand amateur de dictionnaires et de pages roses, a écrit de cette latine locution: «... *Il est paradoxal de dire que les gros bataillons assurent la paix. Les peuples sont de grands enfants: quand on a de si belles armes, il se trouve toujours des fous qui brûlent de les essayer.*».

Mais rassurez-vous, ceux qui les vendent, ceux qui les essayent et ceux qui les utilisent ne sont pas plus fous que vous et moi, sans doute même un peu moins, puisqu'ils ont rangé depuis longtemps tout idéalisme. Nous avions jusqu'au XIX^e l'alliance sacrée du sabre et du goupillon, nous avons depuis l'alliance, pas vraiment sacrée, du sabre et de la finance.

Bref, vous avez aimé le XX^e siècle avec ses belles guerres bien massacrantes, vous allez adorer le XXI^e avec ses micro-guerres, plus discrètes, enfin pas vraiment, mais surtout plus rentables, plus circonscrites (nous évitons soigneusement qu'elles viennent nous embêter chez nous). Nous les réservons à quelques potentats éloignés, quelques dictateurs sans vergogne qui massacrent leurs propres populations, bref à des tristes sires dont

la moralité est assez douteuse, mais le compte en banque (souvent ici en Suisse) extrêmement bien garni. Tout à coup, je me sens comme Casandre devant sa boîte; l'espérance y est-elle encore? Si aujourd'hui, et de plus en plus, la guerre se fait et tue par un «guerrier» assis devant un pupitre de commande, bien à l'abri, de plus en plus éloigné du «théâtre des opérations» (c'est comme ça qu'on dit «guerre» aujourd'hui), et de plus en plus lâchement, le gourdin du joli temps des cavernes est devenu un missile presse-boutonné à des milliers de kilomètres du «théâtre», voire un drone piloté lui aussi depuis un bureau très éloigné de ses victimes. *Homo sapiens sapiens* lui n'a que peu évolué et les jouets qu'on lui donne (non, on les lui vend) le rend de plus en plus lâche, de moins en moins concerné, – vous écrivez ce mot comme vous voulez: en un ou deux mots –, ne se salit même plus les mains en massacrant, il n'y a plus de sang, plus que des corps frappés d'en haut ou par derrière, bref *homo sapiens sapiens* ne veut plus voir la mort, ni la sentir, ni la fréquenter, ni l'assumer. Silence! On tue en silence, sans cri! Macabre théâtre où règnent le cynisme et la lâcheté.

Les armes ne sont en réalité que la pointe de l'iceberg, la guerre, celle que l'on ne voit pas, est économique, financière. Elle oppose aujourd'hui les consommateurs aux consommés, les riches aux pauvres (ne vit-on pas dans un pays où les millionnaires sont plus nombreux que les assistés?), le virtuel au forçat paysan, l'artisan ou l'ouvrier au boursicotier (qui ne fait que se servir au passage sans rien produire). Ainsi va ce monde d'assis qui, pour consumer son trop plein de calories, s'enferme le soir venu, dans des salles de «culture physique» où *homo sapiens sapiens* transpire. Pendant que l'on meurt de faim ailleurs. On croît cauchemarder devant tant d'imbécillité. *Homo sapiens sapiens* est allé décrocher la lune, mais il est incapable de partager ses richesses. Triste constat!

Marc Gabriel

¹ Puissent le corps enseignant montrer *Le Président* à nos enfants et les parlements européens se le projeter.

² Si tu veux la paix, prépare la guerre.

Quand les déshérités souffrent, les multinationales dansent

André Jufer, Editions de l'Aire, 2014



Quel titre! C'est un ancien pasteur, André Jufer, qui crie son indignation face aux politiques occidentales, particulièrement celles des géants de l'industrie agroalimentaire. On assiste à la destruction du tissu agricole et à l'appauvrissement des paysans qui sont dépossédés de leurs terres et de leurs moyens d'existence. Le rouleau compresseur de la pauvreté écrase les plus démunis, qui tentent de fuir jusqu'à nos frontières d'où ils sont expulsés.

Bien qu'il dise qu'il n'est ni historien, ni journaliste, André Jufer fait un formidable travail d'information. Magnifiquement documenté, il évoque l'extrême danger de la mondialisation libérale en cours et s'interroge sur la montée actuelle du racisme et de la xénophobie.

Très habilement il se réfère à la réaction des paysans de l'automne 2009. On pouvait voir dans les champs, aux abords des fermes, des banderoles portant l'inscription «Révolte des paysans pour un prix du lait équitable.» Le printemps 2015 s'annonce-t-il plus favorable à un revenu raisonnable?

Quand l'auteur brosse un panorama de la Suisse du XVI^e siècle à nos jours, on est sidéré par la similitude des conditions de voyage des migrants suisses de l'époque et celles des immigrants d'aujourd'hui. De 1815 à 1914 on estime à 500.000 le nombre de Suisses qui ont émigrés dans des pays d'outre-mer. Les régions les plus pauvres, celles qui émigrent en priorité sont: le Seeland bernois, le Lauffonnais, les districts de Saint-Gall, l'Oberland, l'Emmental, les régions alpestres, Glaris, le Valais et le Tessin

dont 30.000 habitants partent en Californie. Dans ces régions un habitant sur douze prend le chemin de l'exil. Ils partent sur des voiliers, ils sont 600 à 800 entassés, assaillis par la faim, la soif, le froid, la peur, serrés les uns contre les autres, infestés de vermine et de rats.

Comment ne pas avoir honte face à la xénophobie qui rampe actuellement en Suisse face aux demandeurs d'asile? Les Amériques ont accueilli nos compatriotes nettement plus généreusement, et pourtant elles n'ont pas eu la réputation humanitaire dont la Suisse se targue.

Un livre qu'il faut lire si on ne craint pas de changer son point de vue négatif face aux demandeurs d'asile.

Mousse Boulanger

Parcours de vie en assurances sociales

Béatrice Despland et Ariane Ayer, Editions La Sarine, Fribourg, 2014

Les assurances sociales, nombreuses et compliquées, ne sont maîtrisées que par les spécialistes. Autant dire que les particularités de l'AVS, de l'AI, du deuxième pilier et de l'assurance maladie sont inconnues de ceux-là même qui, par obligation, doivent s'y soumettre. Le livre de Béatrice Despland et Ariane Ayer, toutes deux docteurs en droit, vient à point pour faciliter la tâche des personnes qui sont confrontées à des situations en lien avec les assurances sociales.

L'ouvrage s'articule autour de 52 situations de la vie courante. Les lecteurs y trouvent des énoncés de solutions qui leur permettent de répondre aux questions posées. L'idée de ce livre s'est développée à partir de situation de la pratique, de la nécessité d'illustrer les assurances sociales pour les enseigner et de la volonté de transmettre cette matière à un large public.

Au travers des 150 pages du livre, on arrive à bien s'y retrouver. Qu'ils soient confrontés à un accident, au changement d'une caisse d'assurance maladie, à un séjour en EMS, à un handicap psychique ou à une période de chômage, les usagers des assurances sociales sont dirigés vers les bonnes adresses et peuvent ainsi ré-

soudre leurs problèmes avec plus de facilité.

Dans une longue et captivante préface, le conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard résume bien la portée de cet ouvrage: «Il fera le bonheur de milliers

de militants, de bénévoles et de professionnels à qui il facilitera le travail de conseil et d'orientation auprès de toutes celles et tous ceux qui auront besoin d'un coup de pouce de notre système de protection sociale.»

Rémy Cosandey

Avant qu'il ne soit trop tard

Bernard Peitrequin, Editions Détchenling, 2014

Durant sa carrière professionnelle, Bernard Peitrequin a été actif dans le domaine de la communication écrite et événementielle. A l'heure de la retraite, il s'est mis à écrire des livres et il excelle dans cette nouvelle occupation. *Avant qu'il ne soit trop tard* est son quatrième ouvrage. Il est émouvant car il raconte l'histoire d'un homme qui, sous des dehors affables, est à la fois avide de satisfaire ses passions et soucieux de préserver sa vie de couple.

A 20 ans, Stéphane découvre que sa mère biologique est morte dans un accident de voiture lorsqu'il était tout petit et que celle qui l'a élevé avec tendresse avait pardonné à son père son infidélité. Jacques Gauthier a vécu longtemps avec le remord de sa tromperie mais l'attitude de son épouse est exemplaire: «Cet enfant est le tien. Tu ne peux l'abandonner. Il sera dès lors le nôtre... et nous l'élèverons aussi bien que possible».

A travers son roman, Bernard Peitrequin traite aussi bien le thème de l'infidélité que celui du pardon. En 80 pages, il explique sans juger, il fait une incursion d'une grande sensibilité dans l'âme humaine. Un très beau roman!

Rémy Cosandey



Troisième conférence mondiale sur l'enseignement de l'esperanto

Elle aura lieu du 13 au 16 mai prochain à Neuchâtel et à La Chaux-de-Fonds. Le programme complet peut être consulté sur le site www.ilei-mondo.info/ttk/ Tous les Etats du monde ont été invités à cet événement par la République et Canton de Neuchâtel. Des renseignements complémentaires peuvent être fournis par Mireille Grosjean, présidente de la Ligue internationale des enseignants espérantistes, 2416 Les Brenets, tél. 032 932 18 88 et 079 697 09 66.

Plus d'un milliard pour la culture

Dixit un exemplaire du quotidien *24 heures* février 2015 – La Confédération consacra 1,12 milliard de francs à la culture de 2016 à 2020, soutenue en cela par la Commission de la culture du Conseil des États. Il ne s'agit bien évidemment pas de la culture de pommes de terre ou de fleurs, mais de la culture par l'instruction, par le savoir.

Communiqué par Pierrette Kirchner-Zufferey

Un havre de paix pour les jeunes migrants

Quarante jeunes migrants non accompagnés, de 14 à 17 ans, ont été accueillis par le centre «Mediterranean Hope» que vient d'ouvrir la Fédération des Eglises protestantes d'Italie à Scicli, dans le sud de la Sicile. Le pasteur Francesco Sciotto parle des migrants comme de personnes qui vivent dans la périphérie de la vie et avec lesquels on doit faire l'expérience

de la rencontre. Accueil et intégration sont les deux mots qu'il martèle alors volontiers, pour que leur présence soit une opportunité et non un problème.

D'après *Le Courrier* des 14-15 février 2015

Le Sud bien documenté

La coalition d'ONG Alliance Sud a transformé et modernisé son centre de documentation tous publics à Lausanne. Rassemblant autant des documents d'actualité que des dossiers fouillés, le centre Infodoc réjouira tous les passionnés du développement, de la coopération, des migrations, et plus largement, de l'économie et de la politique internationale liée aux pays du Sud. L'inauguration a eu lieu le 29 janvier dernier en présence du municipal Grégoire Junod.

D'après *Le Courrier* du 24 janvier 2015

Connaissez-vous Mobility?

Ces véhicules rouges permettent de partager l'usage d'une voiture. A Buchillon (Vaud), on souhaite la présence de cette organisation dans le village. Un sondage sera lancé par la commune. Si la mesure devait se concrétiser, Buchillon rejoindrait les quelque 1300 emplacements du réseau.

D'après *24 Heures* du 17 mars 2015

Repair Café...

Le 8 mai, de 16h à 20 h, professeurs et élèves seront à vos côtés pour réparer appareils électriques, électroniques et informatiques. Les ins-

criptions se prenaient du 1er au 15 mars au Centre professionnel d'Yverdon-les-Bains. Bravo pour cette rencontre conviviale anti-gaspi!

D'après *Planète, Fédération romande des consommateurs*

Le bambou au secours du climat

Le bambou s'avère un outil efficace contre le changement climatique. Cette plante peut remplacer le bois dans la construction, la fabrication de meubles et comme source d'énergie. Contrairement aux arbres, il se renouvelle naturellement après chaque récolte. Son exploitation freine donc la déforestation tout en multipliant les puits de carbone. Il limite en outre l'érosion des sols grâce à son vaste système racinaire. Plusieurs pays comme l'Ethiopie, la Jamaïque, les Philippines ont décidé de promouvoir le bambou.

D'après *Un seul monde*, mars 2015

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Cinq mois après

Cent cinquante jours après les tragiques événements de Paris et la marche en faveur de la liberté d'expression qui a suivi, l'émotion est déjà en grande partie retombée. Que penser de tout cela? Les djihadistes, au-delà de leur barbarie, ont-ils des objectifs précis? La civilisation occidentale est-elle menacée? Les musulmans sont-ils en train de s'entredéchirer? Que de questions auxquelles chacun a sa réponse!

Les membres de notre comité de rédaction sont unanimes pour condamner les tueries, d'où qu'elles viennent et quelles qu'en soient les raisons. Mais ils

divergent sur la signification de ces épouvantables journées de janvier 2015. Une contradiction cependant que tous relèvent: voir défiler pour soutenir la liberté d'expression des chefs d'Etat ou de gouvernement qui, chez eux, enferment ou tuent les opposants. L'hypocrisie a hélas encore de beaux jours devant elle.

Si les collaborateurs de *l'essor* s'exprimeront tous, ce forum est également ouvert à tous nos lecteurs. Nous attendons vos contributions (si possible courtes) d'ici le 15 mai.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Marc Gabriel Jehouda, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Bernard Walter.

Administration et retours
L'Essor – Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.–
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 mai 2015
prochain forum : Cinq mois après